



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

**Rapport de la sixième Conférence régionale informelle pour
l'Amérique du Nord (22-23 octobre 2020)**

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

NC455/f

Rapport de la sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord
Réunion à distance, 22-23 octobre 2020
Réunions d'information préalables à distance, 22-23 septembre 2020

La région Amérique du Nord recommande que la FAO: applique une stratégie inclusive en matière d'innovation; accorde la priorité aux domaines qui sont au cœur de son mandat, en particulier à ses travaux normatifs; mette en avant la nécessité de renforcer la résilience des systèmes alimentaires, y compris par le commerce; adopte systématiquement des approches tenant compte de la problématique femmes-hommes, notamment afin de s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes; exploite le potentiel des partenariats.

Célébration de soixante-quinze années de partenariat entre l'Amérique du Nord et la FAO

1. La sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord (ci-après «la Conférence régionale») s'est ouverte par la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la première Conférence de la FAO, tenue à Québec (Canada) en 1945. La Ministre canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire, M^{me} Marie-Claude Bibeau, le Secrétaire américain à l'agriculture, M. Sonny Perdue, le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, et la Ministre québécoise des relations internationales et de la francophonie, M^{me} Nadine Girault, ont chacun prononcé une allocution.
2. Tous les orateurs ont évoqué le rôle central que l'Amérique du Nord avait joué dans la création de la FAO. M^{me} Bibeau a fait valoir qu'il était indispensable de promouvoir l'innovation, le commerce international et des systèmes alimentaires inclusifs si on voulait éliminer la faim dans le monde. M. Perdue a mentionné la nécessité de bâtir une FAO numérique, soulignant que l'Organisation devait continuer à s'adapter et à faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain¹.

Priorités nord-américaines concernant la FAO

3. La région Amérique du Nord a défini un ensemble de priorités concrètes pour le Cadre stratégique et le programme de travail de la FAO (2022-2031), y compris concernant les activités au niveau mondial et à l'échelle des pays. Elles sont présentées à l'annexe C et correspondent aux cinq recommandations stratégiques principales énoncées ci-après.
 - **La FAO devrait mettre en place un programme d'innovation inclusif qui encourage les innovations [scientifiques, numériques, technologiques et autres] qui contribuent à favoriser la durabilité environnementale, sociale et économique.**
 - **La FAO apporte le plus de valeur ajoutée lorsqu'elle remplit les fonctions essentielles de son mandat principal: travaux normatifs; analyses scientifiques, fondées sur des preuves et impartiales; consolidation des connaissances.**
 - **Afin de renforcer au mieux la résilience face aux menaces persistantes et naissantes, la FAO doit se concentrer sur des mesures rapides, fondées sur des données factuelles et des éléments scientifiques, et mettre en évidence**

¹ Un enregistrement de la session publique est disponible sur demande pour une durée d'un an.

l'importance des chaînes d'approvisionnement mondiales et du commerce international.

- **Pour être aussi efficace que possible, la FAO doit systématiquement tenir compte de la problématique femmes-hommes, notamment en ce qui concerne les normes sociales, les attitudes, les comportements et les systèmes sociaux sous-jacents qui perpétuent les inégalités entre les sexes, et s'employer davantage à mobiliser les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.**
- **Pour relever les défis mondiaux et faire face aux nouvelles menaces, la FAO doit optimiser son avantage comparatif en mettant à profit ses partenariats avec le secteur privé, la société civile, les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organisations internationales.**

Informations générales sur la Conférence régionale

4. La Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord a été mise en place en 2010 en tant que forum d'échange entre les pays de la région Amérique du Nord (États-Unis d'Amérique et Canada) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en vue de renforcer la collaboration entre les Membres de la région et l'Organisation.
5. La FAO ne met pas en œuvre de programmes d'assistance technique dans la région Amérique du Nord. Les pays de la région participent néanmoins activement aux travaux de l'Organisation, notamment aux nombreux comités techniques et comités des organes directeurs, et un bureau de liaison pour l'Amérique du Nord a été établi à Washington, lequel mène des activités de plaidoyer et de sensibilisation et encourage la collaboration au service des objectifs de la FAO. Les secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts des deux pays de la région sont importants, et les États-Unis d'Amérique et le Canada sont pleinement engagés en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et de l'objectif de la FAO qui est de *parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et faire en sorte que chacun ait accès à tout moment à une nourriture de qualité en quantité suffisante, de manière à pouvoir mener une vie active et saine*. Compte tenu de cet engagement, les réunions de la Conférence régionale ont pour objet de donner à la région Amérique du Nord l'occasion d'exprimer son point de vue sur les travaux et les activités de la FAO dans le monde, ainsi que sur l'efficacité de la gouvernance institutionnelle.
6. La Conférence régionale est dite «informelle», car elle n'est pas officiellement approuvée par la Conférence de la FAO. La région Amérique du Nord a choisi de maintenir cette approche informelle afin de réduire sensiblement les coûts et la charge administrative de l'Organisation. Malgré le cadre informel dans lequel se déroule la Conférence, les priorités définies dans son rapport sont considérées comme une déclaration officielle des points de vue de la région Amérique du Nord en ce qui concerne la programmation stratégique de la FAO. Les représentants de la région s'attendent à ce que ces points de vue soient pris en considération, au même titre que les rapports des autres conférences régionales, dans la planification et les rapports budgétaires et opérationnels de la FAO.

Organisation de la Conférence régionale tenue en 2020

7. La sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord s'est tenue en ligne et en deux grands volets, la réunion en personne initialement prévue ayant été annulée en raison de la pandémie de covid-19. La région Amérique du Nord a organisé une série de réunions d'information et de discussions préalables avec la FAO les 22 et 23 septembre 2020, en vue de la réunion plénière de la Conférence régionale tenue les 22 et 23 octobre 2020.
8. Des représentants du Canada et des États-Unis d'Amérique, pays qui composent la région Amérique du Nord de la FAO, ainsi que des fonctionnaires de l'Organisation et du Bureau de liaison de la FAO à Washington, ont pris part à la Conférence régionale.
9. Les réunions d'information préalables ont été coprésidées par le Négociateur en chef pour l'agriculture et Directeur général de la Direction des accords commerciaux et des négociations du Ministère canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, M. Aaron Fowler, et par la Chef adjointe de la mission des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies à Rome, M^{me} Jennifer Harhigh. Le Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, M. Frédéric Seppey, et le Sous-Secrétaire au commerce et aux affaires agricoles étrangères des États-Unis, M. Ted McKinney, ont coprésidé la réunion plénière. On trouvera la liste complète des participants à l'*annexe B*.

Adoption de l'ordre du jour

10. La Conférence régionale a adopté les ordres du jour des réunions d'information préalables et de la réunion plénière; ils figurent à l'*annexe A*.

Compte rendu des débats de la réunion plénière de la Conférence régionale

Allocution de bienvenue et observations liminaires

Observations liminaires de M. Frédéric Seppey, Sous-Ministre adjoint

11. Le Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, M. Frédéric Seppey, a ouvert la session en remerciant la FAO et les États-Unis d'avoir organisé la tenue à distance des réunions de la Conférence régionale dans le contexte de la pandémie de covid-19. Il a fait remarquer que les conférences régionales étaient une importante source de contributions pour la FAO et que la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord offrait l'occasion d'examiner des priorités de haut niveau dans un cadre souple. Il a souligné qu'il fallait mieux collaborer dans la lutte contre les ravageurs, les maladies et les nouvelles menaces et que la FAO devait axer ses efforts sur la mise en œuvre de son mandat principal.

Observations liminaires de M. Ted McKinney, Sous-Secrétaire

12. Le Sous-Secrétaire au commerce et aux affaires agricoles étrangères des États-Unis, M. Ted McKinney, a souligné qu'il importait que l'Amérique du Nord exprime son soutien à la collaboration en matière d'innovation scientifique afin de nourrir la population mondiale

en expansion tout en réduisant l’empreinte écologique de l’agriculture. Il a essentiellement évoqué l’importance de l’innovation et a rappelé le rôle crucial du mandat de la FAO, faisant observer les progrès notables enregistrés avant le déclenchement de la pandémie de covid-19.

Observations liminaires de M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO

13. Le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, a salué les contributions apportées par le Canada et les États-Unis d’Amérique à l’Organisation depuis les débuts de celle-ci, insistant sur le fait que l’Amérique du Nord devait rester l’une des figures de proue des efforts visant à éliminer la faim dans le monde. Il a mis en avant les mesures prises récemment par la FAO pour faire face à la pandémie de covid-19 et accroître la transparence de l’Organisation. Il a conclu en expliquant qu’il fallait réformer efficacement la structure et la gouvernance de la FAO afin de rendre l’Organisation plus souple, ce à quoi contribuera également l’élaboration du Cadre stratégique de la FAO.

Observations liminaires de l’Ambassadrice du Canada auprès de la République italienne et Représentante permanente du Canada auprès de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture, du Programme alimentaire mondial et du Fonds international de développement agricole, M^{me} Alexandra Bugailiskis

14. L’Ambassadrice et Représentante permanente du Canada auprès de la FAO, M^{me} Alexandra Bugailiskis, a salué le rôle fondamental joué par la FAO dans le cadre de son mandat en tant qu’entité fédératrice neutre qui apporte des connaissances et des données techniques, y compris dans le domaine de l’évaluation de l’impact, et aide à créer des environnements favorables à l’innovation. Elle a souligné l’importance des trois piliers de la durabilité et de l’inclusion des femmes, des jeunes et des peuples autochtones dans la prise de décision. À cet égard, elle a mis en avant l’engagement et la participation du Canada, dont témoignent notamment son rôle de Présidente du Groupe des amis des peuples autochtones et de coresponsable du Groupe des amis du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, ainsi que le rôle de coordonnateur pour la FAO joué par son équipe au sein du réseau pour la parité à Rome, en vue de rendre l’Organisation plus inclusive.

Observations liminaires du Sous-Ministre adjoint, Affaires mondiales Canada, M. Peter MacDougall

15. Le Sous-Ministre adjoint, Affaires mondiales Canada, M. Peter MacDougall, a insisté sur l’importance de la science et de l’innovation au regard du développement agricole et de la sécurité alimentaire, et s’est dit préoccupé par l’incidence de la covid-19 sur les populations vulnérables. Au vu des crises de plus en plus complexes qui menacent la sécurité alimentaire, il est primordial de rassembler les connaissances pour faciliter la prise de décision, en particulier pour faire connaître le rôle des femmes dans l’agriculture.

Observations liminaires de l'Ambassadeur et Représentant permanent des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies à Rome, M. Kip Tom

16. L'Ambassadeur et Représentant permanent des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies à Rome, M. Kip Tom, a estimé que la session était organisée à point nommé au vu de la nécessité de gérer les incidences de la covid-19, notamment sur l'accès aux aliments, l'ouverture des marchés, la liberté des échanges et les chaînes d'approvisionnement. Il a souligné que les États-Unis promouvaient activement toutes les formes d'innovation, y compris les avancées agronomiques, les technologies et les outils numériques. Il était d'avis que les innovations et l'accroissement de la productivité devaient être au cœur des mesures prises pour rendre les systèmes alimentaires plus durables. Les États-Unis ont salué les partenariats novateurs, dont ceux noués avec le secteur privé en vue d'accélérer les progrès dans la réalisation des ODD, qui rendent la FAO plus souple et plus efficace. L'Ambassadeur a dit espérer que le nouveau Cadre stratégique de la FAO serait plus souple et adaptable afin de mieux gérer les risques et les problèmes. Il a rappelé que tout au long de sa modernisation, la FAO devait continuer d'accorder la priorité à ses activités normatives et à la coordination avec les organismes ayant leur siège à Rome et le système des Nations Unies dans son ensemble.

Observations liminaires de l'Administrateur adjoint pour la résilience et la sécurité alimentaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), M. Jim Barnhart

17. L'Administrateur adjoint pour la résilience et la sécurité alimentaire de l'USAID, M. Jim Barnhart, a mis l'accent sur le partenariat fructueux entre l'USAID et la FAO, qui prévoit entre autres l'apport d'une aide humanitaire à la FAO aux fins de la réduction de la faim et de la malnutrition. Il a souligné qu'il était crucial de prendre en considération les difficultés rencontrées par les groupes et communautés vulnérables, dont les nouvelles menaces telles que la peste porcine africaine, et de s'engager à prendre rapidement des mesures de développement coordonnées face à la covid-19. Il a expliqué que l'USAID s'attachait à intégrer les activités d'aide humanitaire, de prévention des conflits, de stabilisation et de sécurité alimentaire en un même cadre de secours, d'intervention et de résilience. Il a également rappelé que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires devant se tenir en 2021 serait l'occasion de continuer à privilégier la lutte contre la malnutrition, la pauvreté et la faim.

Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO

Rôle du Bureau de liaison de la FAO à Washington dans la mise en œuvre des priorités de l'Amérique du Nord

18. Le Directeur du Bureau de liaison de la FAO à Washington, M. Vimlendra Sharan, a fait une présentation sur le rôle du Bureau dans la mise en œuvre des priorités nord-américaines. M. Sharan a mis en avant les activités du Bureau en matière de plaidoyer, de partenariat et de

collaboration avec les parties prenantes dans la région Amérique du Nord, indiquant que le Bureau menait des activités de sensibilisation fondées sur des éléments factuels dans le cadre de la mission de conseil de la FAO et concourait à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes de l'Organisation dans le monde.

Progrès de la FAO dans la mise en œuvre des priorités de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord de 2018

19. La Directrice du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources de la FAO, M^{me} Beth Crawford, a fait observer que, dans le document, les priorités régionales étaient classées en fonction des objectifs stratégiques auxquels elles se rapportaient, qui étaient mesurés d'après l'état d'avancement de la réalisation des ODD. Elle a indiqué que la FAO avait atteint 95 pour cent des cibles relatives aux objectifs stratégiques et que le volume de ressources mobilisées augmentait.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

20. L'Administrateur du Service des affaires agricoles étrangères du Ministère de l'agriculture des États-Unis, M. Ken Isley, a félicité la FAO d'avoir mieux intégré la problématique femmes-hommes dans les activités de l'Organisation. Il a également salué l'Action mondiale contre la légionnaire d'automne, déployée sur trois ans, faisant observer qu'il restait certains sujets de préoccupation à traiter concernant le criquet pèlerin. Il a insisté sur le fait qu'il était primordial d'utiliser les nouvelles technologies dans les mesures prises face aux menaces émergentes, étant donné que le guide sur la légionnaire d'automne n'évoquait pas suffisamment le rôle des outils novateurs de protection des cultures, et a souligné l'importance de politiques fondées sur des données scientifiques et factuelles et tenant compte des risques. Il a en outre salué les travaux du Bureau de liaison à Washington et proposé qu'un programme de travail soit mis au point sur la base des priorités régionales.
21. Le Négociateur en chef pour l'agriculture et Directeur général de la Direction des accords commerciaux et des négociations du Ministère canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, M. Aaron Fowler, a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la productivité – en produisant plus avec moins – et la durabilité si l'on voulait réaliser les ODD. Il a rappelé que la FAO était une organisation détentrice de savoirs et a demandé qu'elle axe ses travaux sur des domaines où elle possédait un avantage comparatif, et en particulier qu'un financement durable soit apporté aux activités d'établissement de normes. Il a également mis en avant l'importance des travaux de la FAO sur les approches transformatives visant la parité femmes-hommes.
22. Au terme de la Conférence régionale de 2020, les Gouvernements du Canada et des États-Unis sont convenus de priorités nord-américaines détaillées pour 2020-2021, qui figurent à l'annexe C. La région Amérique du Nord souhaite que le rapport de la FAO sur la mise en œuvre de ces priorités soit soumis préalablement à la septième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord, qui doit se tenir en 2022.

Prochain Cadre stratégique de la FAO

23. La Directrice du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources de la FAO, M^{me} Beth Crawford, a présenté le prochain Cadre stratégique (2022-2031) et les travaux effectués par l'Organisation pour l'élaborer. S'articulant autour du fil conducteur stratégique qui consiste à ne laisser personne de côté grâce à de meilleurs systèmes alimentaires, le Cadre repose sur quatre accélérateurs: la technologie, l'innovation, les données et des éléments complémentaires, comme la gouvernance, le capital humain et les institutions. La stratégie a pour but de permettre la concrétisation du Programme 2030, en particulier des ODD 1, 2, 10 et 14, mais également de l'ambition tendant à améliorer la nutrition, la prospérité, les moyens d'existence et la préservation de l'environnement. Des consultations officielles et officieuses sont actuellement tenues avec les groupes régionaux, les comités techniques et les États Membres en parallèle de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique par le bureau de M^{me} Crawford, qui a indiqué que ces tribunes permettant de recueillir des avis et des contributions devraient se poursuivre jusqu'en mars 2021.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

24. La Conférence régionale s'est montrée favorable à nombre de domaines figurant dans le projet de Cadre, saluant en particulier les activités normatives relevant du Codex Alimentarius (Codex) et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Elle a souligné qu'il fallait trouver pour ces organes une source durable de financement et leur donner en priorité une direction cohérente dotée des moyens nécessaires, et qu'il fallait également mettre plus en avant que dans le précédent Cadre les activités normatives et les initiatives d'appui à l'élaboration de normes menées par la FAO. Les États-Unis ont en particulier mis en garde contre les voix préconisant que la FAO délaisse ses travaux scientifiques. La Conférence régionale était également favorable à ce que les relations transactionnelles ne soient plus privilégiées et que l'innovation soit placée au cœur des efforts de durabilité. La région était d'avis que la transparence était fondamentale dans tous les domaines d'activité de la FAO et a salué la démarche consultative adoptée par celle-ci pour élaborer le Cadre stratégique.
25. Les États-Unis ont demandé de quelle façon le Cadre tiendrait véritablement compte de vues opposées sur des questions centrales comme l'utilisation de pesticides. À cet égard, la Conférence régionale a préconisé que l'établissement du Cadre suive une démarche inclusive et consultative, de sorte que les agriculteurs aient accès à tous les outils dont ils ont besoin pour faire face aux problèmes qu'ils rencontrent. Par exemple, le Canada et les États-Unis ont souligné l'importance des nouvelles technologies, de la biotechnologie et du potentiel des nouveaux travaux de recherche au regard de la lutte contre le criquet pèlerin et la légionnaire d'automne.
26. D'après le Canada et les États-Unis, le Cadre devrait davantage mettre l'accent sur l'alignement sur les ODD, l'innovation, les partenariats avec le secteur privé à tous les niveaux et l'égalité entre les sexes en tant que composante transversale. Le Canada attend avec intérêt l'élaboration du plan d'action de la FAO pour l'égalité des sexes. Il a également

fait remarquer que l'Organisation devrait éviter les doubles emplois et moins se concentrer sur des domaines où elle n'avait pas d'avantage comparatif, compte tenu du mandat et des ressources d'autres organismes.

Voie à suivre en 2020-2021

27. L'Économiste en chef de la FAO, M. Máximo Torero, a présenté la voie à suivre par la FAO en se fondant sur les accélérateurs que sont les données, la technologie, l'innovation et les éléments complémentaires. Il a insisté sur le rôle essentiel joué par les données, qui alimentent le système d'alerte rapide et que la FAO exploite pour faire face à la pandémie mondiale. Il a en outre expliqué que l'objectif de l'Organisation était de fournir des informations solides, objectives et fondées sur des éléments scientifiques et des données au sujet des contraintes à gérer et des arbitrages à faire en cas d'adoption de diverses approches et innovations, compte étant tenu des trois piliers de la durabilité, afin de permettre aux États Membres de prendre des décisions de politique générale.
28. La Directrice générale adjointe de la FAO, M^{me} Maria Helena Semedo, a présenté les plans de l'Organisation visant à reconstruire en mieux, de façon à prévenir la prochaine pandémie, et à utiliser la technologie et la science pour renforcer les capacités. Elle a mis en avant les travaux essentiels relevant du Codex, le programme mixte de la FAO et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), y compris l'initiative de lutte intégrée contre les zoonoses (Zoonotic Disease Integrated Action ou ZODIAC), la collaboration tripartite entre la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant la résistance aux antimicrobiens et l'approche «Un monde, une santé», ainsi que l'appui aux comités techniques de la FAO.
29. La Directrice générale adjointe de la FAO, M^{me} Beth Bechdol, a énoncé les priorités relatives aux travaux techniques, aux partenariats et à la rationalisation du fonctionnement interne. Les travaux techniques comprennent la gestion des nouvelles menaces telles que la légionnaire d'automne et le criquet pèlerin, les travaux dans le cadre de la CIPV et l'appui aux comités techniques de la FAO. Les activités relatives aux partenariats consistent à veiller à ce que les partenariats noués par l'Organisation avec les diverses parties prenantes soient optimisés, plus stratégiques et réfléchis. La rationalisation du fonctionnement repose sur la création d'un environnement propice à l'exploitation des ressources, de la structure et des programmes de la FAO.
30. La Directrice du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources, M^{me} Beth Crawford, a repris la parole pour présenter la réorganisation structurelle qui a été approuvée par le Conseil pour 2020-2021 et qui est actuellement mise en œuvre.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

31. L'Ambassadeur des États-Unis, M. Tom, a fait valoir que les priorités et tous les travaux de la FAO devraient être plus quantifiables. Il a évoqué le rôle déterminant joué par le Codex et la nécessité d'encourager des innovations inclusives. Il était d'avis que les politiques formulées par la nouvelle Scientifique en chef et les travaux du Bureau de l'innovation

devraient être fondés sur des données scientifiques et sur les principes de gestion du risque et d'arbitrage. Il a également insisté sur la gravité des menaces représentées par la légionnaire d'automne et le criquet pèlerin, ainsi que sur l'importance d'encourager le commerce agricole.

32. D'après l'Ambassadrice du Canada, M^{me} Bugailiskis, il était capital d'intégrer systématiquement la problématique femmes-hommes dans tous les travaux de la FAO. Elle a également évoqué le rôle central que jouaient les peuples autochtones en partageant leurs savoirs traditionnels et leur importance au sein des systèmes alimentaires. Elle estimait qu'une meilleure inclusion serait source de résilience et créerait des effets de synergie dans toute l'Organisation. Enfin, elle a fait remarquer que l'attribution du prix Nobel de la paix au Programme alimentaire mondial témoignait des liens fondamentaux entre sécurité alimentaire et paix, et que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires prévu pour 2021 serait l'occasion de mettre en avant la sécurité alimentaire en tant que moyen efficace d'atteindre les ODD et d'agir pour le climat, sachant qu'il était primordial de collaborer avec les organismes ayant leur siège à Rome.
33. Pour le Sous-Secrétaire des États-Unis, M. McKinney, il importait que la FAO opte pour une démarche inclusive dans sa promotion des approches visant la réalisation des ODD. À cet égard, les États-Unis pensent que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires prévu pour 2021 ne devrait pas imposer une approche particulière des systèmes alimentaires aux Membres et aux participants. La FAO devrait rester un arbitre impartial se fondant sur la science et veiller à ce que les agriculteurs, les pasteurs, les forestiers et les pêcheurs aient accès aux outils qui leur permettent d'exercer leur métier de façon durable, tout en évitant les obstacles non scientifiques au commerce et à la production.
34. Le Sous-Ministre adjoint canadien, M. Seppey, a salué l'expertise de la FAO, qui guide les activités normatives et techniques de l'Organisation. À ce sujet, il a souligné qu'il était impératif que la FAO fournisse des cadres neutres fondés sur des données scientifiques et factuelles aux fins de la prise de décision. Il a également salué les modifications structurelles visant à décloisonner les travaux de l'Organisation.

Observations finales

Observations finales de M. Ted McKinney, Sous-Secrétaire

35. M. McKinney a dit que la célébration historique du soixante-quinzième anniversaire de la FAO était une excellente occasion de mettre en avant le besoin de renforcer les activités de communication, les travaux bilatéraux et la collaboration avec le Bureau de liaison à Washington. D'après lui, la FAO devrait se concentrer sur le rôle de l'innovation scientifique sous toutes ses formes et s'attacher en particulier à promouvoir l'ouverture, la transparence et la prévisibilité des marchés, qui sont essentielles pour éliminer la faim. Il a aussi fait remarquer qu'il importait de poursuivre et d'approfondir les activités normatives relevant du Codex et de la CIPV.

36. M. Seppey a salué la qualité et la teneur des discussions lors des sessions informelles et s'est félicité que la FAO reconnaisse le statut particulier de la région. Il a indiqué que le Canada partageait la vision globale et les priorités du Directeur général de la FAO, en particulier concernant l'innovation, et se réjouissait de poursuivre sa collaboration avec l'Organisation. Il a mis en garde contre la préférence accordée à certains modèles de production agricole qui pouvaient créer des obstacles non scientifiques au commerce ou à la production, réduisant ainsi la sécurité alimentaire.
37. Le Canada et les États-Unis se sont penchés sur la signification du soixante-quinzième anniversaire de la FAO et sur le défi immense que l'Organisation et ses Membres devaient relever pour faire face à la covid-19 et prendre les mesures nécessaires pour atteindre les ODD. Ils ont fait remarquer la portée et la complexité des sujets abordés par la sixième Conférence régionale. Les délégués sont en outre convenus de la nécessité d'échanger continuellement avec le Secrétariat et les autres États Membres afin de favoriser le dialogue sur les points abordés par la Conférence. Cette dernière est convenue de se réunir de nouveau en 2022.

Systèmes alimentaires et covid-19: point de vue de la région Amérique du Nord sur la façon dont la FAO peut renforcer la résilience

38. La sixième Conférence régionale a réuni de hauts dirigeants des États-Unis et du Canada, le Directeur général de la FAO et d'autres hauts responsables de l'Organisation, ainsi que des représentants des mécanismes de la société civile et du secteur privé du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, afin d'examiner les approches et les interventions mises en place par la FAO face au problème le plus urgent menaçant les systèmes alimentaires, à savoir la covid-19. Aux yeux des représentants de la région Amérique du Nord, il importe de mettre à disposition un forum où la société civile et le secteur privé peuvent directement dialoguer avec les dirigeants des pays et de la FAO à ce sujet.
39. Les intervenants ont félicité la FAO d'avoir agi rapidement en collectant des données, en publiant des analyses et en formulant des recommandations de politique générale. Ils ont en particulier évoqué les efforts faits par l'Organisation pour promouvoir la nécessité de poursuivre les échanges internationaux malgré la pandémie de covid-19. Ils ont également demandé que tous les travaux de la FAO continuent de mettre et d'approfondir l'accent sur l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes, et que des enseignements soient tirés de la réponse de l'Organisation à la covid-19 et appliqués à d'autres activités de la FAO visant à faire face aux défis persistants et émergents².

² Un enregistrement de la session publique est disponible sur demande pour une durée d'un an.

Annexe A – Ordre du jour des séances d’information préalables et de la réunion plénière de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord

Séances d’information en vue de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord

Mardi 22 septembre 2020

Séance 1

Participants: États-Unis d’Amérique, Canada, FAO
15 minutes

Temps imparti: 4 heures et

Horaire proposé	Ordre du jour	Intervenants de la FAO (nom et titre)
14 heures, heure de Rome 8 heures, heure de l’Est (15 min)	1 Introductions et observations liminaires	FAO: M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe Canada: Aaron Fowler, Agriculture et Agroalimentaire Canada (Chef de délégation) États-Unis d’Amérique: Jennifer Harhigh, Chef de mission adjointe
14 h 15, heure de Rome 8 h 15, heure de l’Est (45 min)	2 La FAO et l’innovation: nouvelle priorité accordée à l’innovation, réflexion sur la biotechnologie 2.1 Point de la FAO sur le Bureau de l’innovation et le poste de Scientifique en chef (15 min) 2.2 Débat sur l’innovation en vue d’accroître la productivité, la durabilité environnementale, l’accès aux aliments des populations et l’efficacité des systèmes alimentaires (30 min)	M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe – Poste au sein du Bureau de l’innovation Économiste en chef/Directeur, ESF – Systèmes alimentaires Directeur, NSP – Biotechnologie
15 heures, heure de Rome	3 Commerce agroalimentaire et sécurité alimentaire mondiale 3.1 Point de la FAO sur ses activités relatives au commerce et aux ODD (10 min)	Économiste en chef/Directeur, EST/George Mermigas (Économiste, EST) – Points 1 et 2 sur les échanges commerciaux

<p>9 heures, heure de l'Est</p> <p>(1 heure)</p>	<p>3.2 Point de la FAO sur les travaux en cours/à venir susceptibles de mieux faire comprendre certains problèmes d'ordre commercial tels que les incidences possibles des obstacles au commerce sur les échanges commerciaux entre les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (10 min)</p> <p>3.3 Point de la FAO sur la stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments (10 min)</p> <p>3.4 Point de la FAO sur les travaux relatifs à la résistance aux antimicrobiens, y compris sur le nouveau Plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens (10 min)</p> <p>3.5 Questions-réponses / Dialogue (20 min)</p>	<p>Économiste en chef/Directeur, ESF – Stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments</p> <p>Chef, CJW – Résistance aux antimicrobiens et Plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens</p>
<p>16 heures, heure de Rome</p> <p>10 heures, heure de l'Est</p> <p>(45 min)</p>	<p>4 Soutien de la FAO aux travaux scientifiques et techniques</p> <p>4.1 Point de la FAO sur le Codex, y compris le financement, et sur le Programme d'avis scientifiques du Codex (10 min)</p> <p>4.2 Point de la FAO sur la Convention internationale pour la protection des végétaux (10 min)</p> <p>4.3 Point de la FAO sur les autres travaux techniques et scientifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ TIRPAA (Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture) (5 min) ○ CRGAA (Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture) (5 min) <p>4.4 Débat: point de vue de l'Amérique du Nord concernant l'appui de la FAO aux travaux normatifs, y compris concernant les problèmes rencontrés et les solutions possibles. (15 min)</p>	<p>M^{me} Semedo, Directrice générale adjointe</p> <p>Secrétaire du Codex – Codex</p> <p>M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe/Directeur, NSP – CIPV</p> <p>Secrétaire du TIRPAA – TIRPAA</p> <p>Directeur, OCB – CRGAA</p> <p>Chef, CJW/Secrétaire du Codex – Travaux normatifs</p>
<p>16 h 45, heure de Rome</p> <p>10 h 45,</p>	<p>5 La FAO et les partenariats: ouverture des horizons</p> <p>5.1 Point de la FAO sur les programmes de partenariat, y compris les stratégies relatives au secteur privé et à la société civile. (15 min)</p>	<p>M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe/Directrice, PSU/Directeur, PSR</p>

heure de l'Est (30 min)	5.2 Débat sur la FAO et les partenariats (15 min)	
17 h 15, heure de Rome 11 h 15, heure de l'Est (45 min)	6 FAO: Programme de travail sur les nouvelles menaces et les situations d'urgence 6.1 Point de la FAO sur les organismes nuisibles d'apparition récente et les situations d'urgence (10 min) 6.2 FAO: lien entre les interventions d'urgence et le développement et renforcement de la résilience a. (10 min) 6.3 Débat: Rôle de coordination à l'échelle mondiale de la FAO pour faire face aux situations d'urgence et aux nouvelles menaces; innovations et approches fondées sur des éléments concrets pour faire face aux nouvelles menaces. (25 min)	Directeur, OER
18 heures, heure de Rome 12 heures, heure de l'Est (15 min)	7 Bilan et conclusions	Canada: Aaron Fowler, Agriculture et Agroalimentaire Canada États-Unis d'Amérique: Jennifer Harhigh, Chef de mission adjointe FAO: M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe

Mercredi 23 septembre 2020

Séance 2

Temps imparti: 3 heures et 15 minutes

Horaire proposé	Ordre du jour	Intervenants de la FAO (nom et titre)
14 heures, heure de Rome	1 Introductions et observations liminaires	FAO: M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe Canada: Frédéric Seppey, Agriculture et Agroalimentaire Canada

8 heures, heure de l'Est (15 min)		Canada: Stephen Potter, Affaires mondiales Canada États-Unis d'Amérique: Jennifer Harhigh, Chef de mission adjointe
14 h 15, heure de Rome 8 h 15, heure de l'Est (1 h 30)	2 Programme de développement de la FAO 2.1 Point de la FAO sur les initiatives d'intégration des considérations relatives à l'égalité hommes-femmes (10 min) 2.2 Point de la FAO sur les travaux en faveur de la mobilisation des jeunes et sur les prochaines étapes (10 min) 2.3 Point de la FAO sur les activités menées auprès des peuples autochtones (10 min) 2.4 Point de la FAO sur le nouveau Bureau des PEID, des PMA et des PDSL (10 min) 2.5 Dialogue avec les fonctionnaires de la FAO sur le programme de développement (30 min) Sujets de discussion: - Point de vue de l'Amérique du Nord sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes pour inverser les tendances négatives concernant la réalisation de l'ODD 2. - Réforme du système des Nations Unies pour le développement, progrès et obstacles 2.6 Conclusions – Prochaines étapes et recommandations (20 min)	Économiste en chef/Directeur, ESP – Égalité des sexes et jeunesse M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe/Directrice, PSU/Yon Fernandez (Chargé des activités de plaidoyer, PSU) – Peuples autochtones Économiste en chef/Directrice, OSL – Bureau des PEID, des PMA et des PDSL Économiste en chef/Directeur, ESP – Autonomisation des femmes Économiste en chef/Michael Clark (Coordonnateur principal, DDCG) – Réforme du système des Nations Unies pour le développement
15 h 45, heure de Rome 9 h 45, heure de l'Est (45 min)	3 La FAO et la durabilité 3.1 Point sur les travaux dans le domaine des pêches (10 min) 3.2 Point sur les travaux dans le domaine des forêts (10 min) 3.3 Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030) (5 min) 3.4 Partenariat mondial sur les sols (5 min) 3.5 Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage (5 min) 3.6 Questions-réponses (10 min)	M^{me} Semedo, Directrice générale adjointe Directeur, NFI – Pêches Directrice, NFO – Forêts Directeur, OCB – Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes Directeur, OCB – Partenariat mondial sur les sols Chef, NSAL – Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage

16 h 30, heure de Rome	4 Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 4.1 Point de la FAO sur les préparatifs et sur la participation au Sommet sur les systèmes alimentaires a. (10 min)	Économiste en chef/Directeur, ESF
10 h 30, heure de l'Est (30 min)	4.2 Débat sur la participation de la région Amérique du Nord (20 min)	
17 heures, heure de Rome 11 heures, (15 min)	5 Bilan et conclusions	Canada: Stephen Potter, Affaires mondiales Canada États-Unis d'Amérique: Jennifer Harhigh, Chef de mission adjointe FAO: M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe

Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord

22-23 octobre 2020

Réunion à distance par WebEx

Réunion plénière, jour 1

22 octobre 2020

10 h 15	<p>Point 1 de l'ordre du jour</p> <p>Ouverture et allocutions de bienvenue</p> <ul style="list-style-type: none">• (15 min) Mots de bienvenue des coprésidents du Canada (M. Seppey, Sous-ministre adjoint) et des États-Unis d'Amérique (M. McKinney, Sous-Secrétaire)<ul style="list-style-type: none">○ Allocutions de bienvenue○ Présentation des tables rondes○ Points administratifs
10 h 30	<p>Point 2 de l'ordre du jour</p> <p>Débat de haut niveau</p> <ul style="list-style-type: none">• (30 min) M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO<ul style="list-style-type: none">○ La FAO et les nouvelles menaces<ul style="list-style-type: none">▪ La pandémie de covid-19○ Initiative Main dans la main○ Transparence○ Gouvernance et structure de la FAO○ Conseil numérique○ Innovation• (15 min) Allocutions de haut niveau des représentants du Canada<ul style="list-style-type: none">○ (10 min) M^{me} Alexandra Bugailiskis, Ambassadrice et Représentante permanente du Canada auprès de la FAO

	<ul style="list-style-type: none"> ○ (5 min) Peter MacDougall, Sous-ministre adjoint, Enjeux mondiaux et développement, Affaires mondiales Canada • (15 min) Allocutions de haut niveau des représentants des États-Unis d'Amérique <ul style="list-style-type: none"> ○ M. Kip Tom, Ambassadeur et Représentant permanent des États-Unis d'Amérique auprès de la FAO ○ M. Jim Barnhart, Administrateur adjoint pour la résilience et la sécurité alimentaire, USAID <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
11 h 30	<p>Point 3 de l'ordre du jour</p> <p>Résumé des séances d'information en vue de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> • (15 min) Négociateur en chef pour l'agriculture et Directeur général de la Direction des accords commerciaux et des négociations, Agriculture et Agroalimentaire Canada – Résumé des débats des séances d'information préalables (innovation, commerce, travaux techniques et scientifiques, programme de développement) • (15 min) M^{me} Jennifer Harhigh, Chef de mission adjointe, Mission des États-Unis d'Amérique auprès des organismes des Nations Unies à Rome – Résumé des séances d'information préalables (Cadre stratégique de la FAO, questions administratives et partenariats, nouvelles menaces et situations d'urgence et durabilité, Sommet sur les systèmes alimentaires) <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
12 heures	<p>Point 4 de l'ordre du jour</p> <p>Priorités nord-américaines</p> <p>Priorités pour 2018 de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> • (15 min) Présentation – Priorités pour 2018: mesures prises – M^{me} Beth Crawford, Directrice, OSP • (15 min) Rôle du Bureau de liaison de la FAO en Amérique du Nord et état d'avancement de la mise en œuvre des priorités pour 2018 de la Conférence régionale

	<ul style="list-style-type: none"> • (15 min) Débat <ul style="list-style-type: none"> ○ Priorités pour 2018 de la Conférence régionale et intégration des priorités dans le plan de travail de la FAO <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
12 h 45	Pause
13 h 15	<p>Point 5 de l'ordre du jour</p> <p>Perspectives pour 2020-2021: Cadre stratégique de la FAO</p> <ul style="list-style-type: none"> • (20 min) Point de la FAO sur le processus du prochain Cadre stratégique • (20 min) Débat et questions-réponses <ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration du prochain Cadre stratégique de la FAO ○ Contribution et appui que les activités de la FAO apportent à d'autres initiatives/alliances/instances mondiales dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture (par exemple: sommets des Nations Unies sur la biodiversité [2020] et sur les systèmes alimentaires [2021]) • (20 min) Priorités nord-américaines pour le prochain Cadre stratégique <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
14 h 15	<p>Point 6 de l'ordre du jour</p> <p>(15 min) Allocutions de clôture de la première journée, prononcées par les coprésidents du Canada (M. Seppey, Sous-ministre adjoint) et des États-Unis d'Amérique (M. McKinney, Sous-Secrétaire)</p> <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>

14 h 30-15 heures	<p>Point 7 de l'ordre du jour</p> <p><u>Séance à huis clos États-Unis d'Amérique-Canada</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Débat et préparation des grandes lignes du rapport incluant les principaux points <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada</p>
-------------------	--

Réunion plénière, jour 2

DÉBAT À HUIS CLOS

Manifestation principale

23 octobre 2020

Fuseau horaire (heure avancée de l'Est)

11 h 30	<p>Point 8 de l'ordre du jour</p> <p>Perspectives pour 2020-2021</p> <p>(20 min) Point de la FAO:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment la FAO collaborera-t-elle avec la région pour mettre en œuvre les priorités de la Conférence régionale pour 2020? • PTB, gouvernance et changements structurels de l'exercice biennal 2020-2021 <p>(15 min) Bilan régional:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vue d'ensemble des priorités des États-Unis d'Amérique et du Canada concernant la FAO pour l'exercice biennal 2020-2021 <p>(25 min) Débat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les priorités de la Conférence régionale pour 2020 et leur intégration dans le plan de travail de la FAO • Initiative Main dans la main – Position de la région et perspective de la FAO • Priorités de l'Amérique du Nord pour le Sommet sur les systèmes alimentaires <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
---------	--

12 h 30	<p>Point 9 de l'ordre du jour</p> <p>(15 min) Allocutions de clôture de la réunion plénière, prononcées par les coprésidents du Canada (M. Seppey, Sous-ministre adjoint) et des États-Unis d'Amérique (M. McKinney, Sous-Secrétaire)</p> <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada, FAO</p>
13 heures	PAUSE
13 h 30	<p>Point 10 de l'ordre du jour</p> <p><u>Séance à huis clos</u> États-Unis d'Amérique-Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débat sur les points de l'ordre du jour des jours 1 et 2 • Débat: priorités pour 2020 de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord • Rédaction du rapport de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord <p>Participants: États-Unis d'Amérique, Canada</p>
16 heures	Clôture de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord

Annexe B – Liste des participants

FAO's 75th ANNIVERSARY COMMEMORATION EVENT - SPEAKERS

Marie-Claude Bibeau, Minister of Agriculture and Agri-Food, Canada

Sonny Perdue, United States Secretary of Agriculture

Qu Dongyu, Director General, FAO

Nadine Girault, Minister of International Relations and the Francophonie, Quebec

Moderator: **Chris Forbes**, Deputy Minister, Agriculture and Agri-Food

CANADA

Agriculture and Agri-Food Canada

Frederic Seppey, Assistant Deputy Minister, Market and Industry Services

Fowler, Aaron, Chief Agriculture Negotiator and Director General

Desrochers, Marie-Noelle, Executive Director

Breithaupt, James, Deputy Director

Hameed, Qamer, Senior Policy Advisor

Global Affairs Canada

Peter MacDougall, Assistant Deputy Minister, Global Issues & Development Branch

Potter, Stephen, Director of the Agriculture and Food Systems Division

Johnson, Alexandra, Senior Policy Advisor on the International Institutions team in the Agriculture and Food Systems Division

Kadji, Christophe, Deputy Director of the International Institutions team in the Agriculture and Food Systems Division

Eriksen-Hamel, Nikita, Deputy Director of the Policy and Programming team in the Agriculture and Food Systems Division

Guerra, Jill, Policy Analyst on the Policy and Programming team in the Agriculture and Food Systems Division

Camaganacan, Melissa, Policy Analyst, Gender Equality Division

Mushtaq Ahmed, Senior Agriculture Advisor

Canada's Permanent Mission to the Rome-Based UN Agencies

Alexandra Bugailiskis, Canada's Ambassador to the Italian Republic and Permanent Representative to the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the World Food Programme and the International Fund for Agricultural Development

Nguyen, Mi, Deputy Permanent Representative and Counsellor at Canada's Permanent Mission to the Rome-Based UN Agencies

Fellows, Jennifer, Alternate Permanent Representative at Canada's Permanent Mission to the Rome-Based UN Agencies

Quebec's Ministry of International Relations and la Francophonie

Rachel Lévesque, Advisor in International Relations, International Organizations and Global Issues Division

UNITED STATES OF AMERICA

U.S. Department of Agriculture (USDA) in Washington:

Ted McKinney, Under Secretary for Trade and Foreign Agricultural Affairs

Anna Osterlind, Chief of Staff, Office of the Under Secretary for Trade and Foreign Agricultural Affairs

Ken Isley, Administrator, Foreign Agricultural Service

Aileen Mannix, Senior Director, Multilateral Affairs, Foreign Agricultural Service

Wendell Dennis, Senior Policy Advisor, Multilateral Affairs, Foreign Agricultural Service

U.S. Mission to the UN Agencies, Rome:

Kip Tom, Ambassador and Permanent Representative

Jennifer Harhigh, Deputy Chief of Mission

Tommie Williams, Agricultural Minister Counselor

Sean Cox, Agricultural Attaché

Alison Storsve, Political-Economic Section Chief

Kelli Ketover, Political-Economic Officer

Silvia Giovanazzi, USUN Rome Political-Economic Program Specialist

U.S. Department of State in Washington:

Rose Marks, Food Security Advisor, Bureau of International Organizations

Jayanta Chatterjee, Food Security Officer, Bureau of International Organizations

James Crow, Economic Officer, Office of Agriculture Policy, Bureau of Economic and Business Affairs

Dr. Marcella Szymanski, Deputy Director, Office of Agricultural Policy, Bureau of Economic and Business Affairs

U.S. Agency for International Development (USAID) in Washington:

Jim Barnhart, Assistant to the Administrator, Bureau for Resilience and Food Security

Tim Hurley, Senior Policy Adviser, Multilateral Engagement, Office of Development Cooperation, Bureau for Policy, Planning, and Learning

Jennifer Chow, Senior Policy Advisor, Strategic Engagement Division, Bureau for Resilience and Food Security

Michelle Snow, Senior Global Partnerships Officer Policy, Partnerships, Program and Communications Division, Bureau for Humanitarian Assistance

Sung Lee, General Development Officer, Bureau for Resilience and Food Security

U.S. Department of Commerce (DOC):

Meghan Crowe, Senior International Economist, Office of Consumer Goods, Industry & Analysis, International Trade Administration

REPRESENTATIVES OF THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS

Qu Dongyu, Director-General

Laurent Thomas, Deputy Director-General

Maria Helena Semedo, Deputy Director-General
Beth Bechdol, Deputy Director-General
Maximo Torero Cullen, Chief Economist
Beth Crawford, Director, Office of Strategy
Christopher Emsden, Communications Consultant
Dominique Burgeon, Director, Office of Emergencies and Resilience (OER)
Rosanne Marchesich, Senior Emergency & Rehabilitation Officer
Keith Cressman, Senior Agricultural Officer (NSP)
Michael Clark, Senior Coordinator of the Governance and Policy Unit (DDCG)
Vimlendra Sharan, Director, FAOLow
Thomas Pesek, Sr. Liaison Officer, FAOLow
Florian Doerr, Associate Professional Officer
Gabriel Laizer, FAOLow
James Cordero, FAOLow
Ahdi Mohammed, FAOLow

FOOD SYSTEMS IN THE TIME OF COVID-19: NORTH AMERICAN PERSPECTIVES ON HOW THE FAO CAN CONTRIBUTE TO GREATER RESILIENCE - SPEAKERS

Frederic Seppey, Assistant Deputy Minister, Market and Industry Services, AAFC
Ted McKinney, Under Secretary for Trade and Foreign Agricultural Affairs, USDA
Rick White, Chair of the International Agri-Food Network – the focal point for the Private Sector Mechanism of the United Nations Committee on Food Security
Nettie Wiebe, North American Focal Point for the Civil Society and Indigenous People's Mechanism of the United Nations Committee on Food Security
Beth Bechdol, Deputy Director General, Food and Agriculture Organization of the United Nations
Maximo Torero Cullen, Chief Economist, Food and Agriculture Organization of the United Nations

Moderator: **Aaron Fowler**, Chief Agriculture Negotiator and Director General, AAFC

Annexe C: Priorités nord-américaines (2020-2021)

Domaine d'action prioritaire 1: Innovation inclusive

La FAO devrait mettre en place un programme d'innovation inclusif qui encourage les innovations [scientifiques, numériques, technologiques et autres] qui contribuent à favoriser la durabilité environnementale, sociale et économique.

***Priorité 1.1:** Appuyer la création du Bureau de l'innovation et du poste de Scientifique en chef figurant dans le Programme de travail et budget pour veiller à ce qu'un grand nombre de pratiques innovantes et optimales soient mises à disposition des agriculteurs et des pêcheurs dans tous les pays afin d'améliorer la productivité, de renforcer la durabilité environnementale, d'améliorer l'accès à la nourriture et de rendre les systèmes alimentaires plus efficaces.*

***Priorité 1.2:** Analyser et mettre en valeur comment les biotechnologies innovantes dans les secteurs agricole et aquacole, et d'autres technologies de pointe, améliorent la productivité des exploitations et leur rentabilité, réduisent les émissions de carbone issues de l'agriculture et renforcent la gestion durable des ressources naturelles³.*

***Priorité 1.3:** Renforcer les travaux de la FAO dans le domaine des services d'information sur le climat, notamment l'élaboration de services et d'outils d'aide à la décision intéressant directement les petits producteurs (agriculteurs, aquaculteurs et pêcheurs) et susceptibles d'être diffusés et appliqués à grande échelle, en tenant compte des conditions locales⁴.*

***Priorité 1.4:** Encourager l'élaboration d'outils d'aide à la prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles, de matériel de vulgarisation et de services en rapport avec l'agriculture intelligente face au climat⁵.*

³ Point fort de la FAO: multiplication des partenariats avec la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les institutions de recherche, y compris collaboration avec 130 nouvelles entreprises partenaires.

Améliorations nécessaires: améliorer les perspectives de collaboration entre la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les pouvoirs publics dans un certain nombre de pays; faire des recherches sur les pratiques optimales tirées de ces partenariats et les diffuser.

⁴ Points forts de la FAO: élaboration d'outils et de techniques analytiques en ligne pour aider les pays à comprendre les dynamiques climatiques et environnementales; attention accrue accordée à l'éducation et à la formation tenant compte des spécificités liées au sexe.

Améliorations nécessaires: proposer davantage de formations aux parties prenantes sur l'utilisation des outils en ligne; élaborer des indicateurs permettant d'évaluer l'accessibilité, l'utilisation et la pertinence des outils.

⁵ Points forts de la FAO: publication de la deuxième édition du Guide de référence de l'agriculture intelligente face au climat, présentant un nouveau module traitant de la problématique hommes-femmes; élaboration d'une base de données en ligne sur les technologies d'agriculture intelligente face au climat destinées aux petits agriculteurs.

Amélioration nécessaire: améliorer l'accès à la base de données, notamment l'accès des agricultrices.

Domaine d'action prioritaire 2: Mandat principal

La FAO apporte le plus de valeur ajoutée lorsqu'elle remplit les fonctions essentielles de son mandat principal: travaux normatifs; analyses scientifiques, fondées sur des preuves et impartiales; consolidation des connaissances.

***Priorité 2.1:** Fournir des informations, des évaluations et des analyses pour lutter contre la faim et réduire la malnutrition, notamment des évaluations réalisées au sein des ménages⁶.*

***Priorité 2.2:** Sensibiliser les agriculteurs et les pêcheurs des pays en développement à l'utilisation de technologies innovantes pour augmenter leur productivité et leurs revenus et améliorer la conservation des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique⁷.*

***Priorité 2.3:** Soutenir la mise en place dans les États Membres de systèmes réglementaires fondés sur des faits scientifiques, ou leur renforcement, pour permettre une meilleure harmonisation des procédures d'approbation des produits de la biotechnologie moderne et promouvoir des politiques adaptées et fondées sur l'analyse des risques pour la gestion des cas de présence à faible concentration (PFC); améliorer les fonctionnalités de la base de données de la FAO pour les évaluations de la sécurité sanitaire des aliments dérivés des biotechnologies modernes, et promouvoir l'utilisation de la base de données et de l'annexe du Codex relative à la PFC, en cas d'incident lié à la présence à faible concentration⁸.*

***Priorité 2.4:** Renforcer les capacités aux niveaux régional et national à l'appui de la mise en œuvre des instruments et des mécanismes existants, en particulier les Directives volontaires sur la pêche artisanale, le cadre stratégique pour l'aquaculture et les systèmes de suivi et d'information sur les ressources forestières.*

⁶Point fort de la FAO: progrès accomplis dans le domaine des analyses et des évaluations, avec notamment l'élaboration de recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments propres à chaque pays et l'organisation de colloques régionaux sur les systèmes alimentaires durables.

Points faibles: la région Amérique du Nord reste préoccupée par le fait que certains axes de travail soutenus par la FAO (tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale) continuent de promouvoir l'établissement de liens entre, d'une part, des indicateurs de «durabilité» flous et, d'autre part, des approches relatives aux politiques en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition qui sont mieux définies et fondées sur des données probantes et des éléments scientifiques. Il faudrait que les objectifs de durabilité soient définis et approuvés avant d'être utilisés.

Amélioration nécessaire: réaliser des évaluations au sein des ménages dans un plus grand nombre de pays.

⁷Point fort de la FAO: appui apporté à des organisations rurales dans 35 pays en vue de fournir des services et de faciliter l'élaboration de politiques nationales qui soient bénéfiques aux petits producteurs.

Amélioration nécessaire: tirer profit des partenariats avec le secteur privé pour trouver des moyens de rendre les technologies innovantes plus accessibles aux plus vulnérables.

⁸ Points forts de la FAO: organisation de plusieurs ateliers régionaux en Afrique; mises à jour régulières de la base de données de la FAO sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des organismes génétiquement modifiés.

Améliorations nécessaires: aider les pays à mieux rationaliser les procédures d'approbation des systèmes réglementaires, et fournir des informations sur les avantages qu'auraient les pays à adopter rapidement de meilleurs systèmes réglementaires et à renforcer la coordination à l'échelle régionale.

Priorité 2.5: Poursuivre les efforts en vue d'améliorer les programmes de protection durable des plantes, y compris au moyen de la Convention internationale pour la protection des végétaux, les systèmes de production résilients et efficaces, ainsi que les pratiques de gestion durable des forêts, par exemple en matière de gestion des feux de forêts, d'adaptation des forêts, de résilience face au changement climatique et de lutte contre l'exploitation forestière illégale et le commerce qui en découle.

Priorité 2.6: Encourager une gestion des ressources naturelles qui soit fondée sur des faits scientifiques et des données probantes et adaptée aux différents contextes, ainsi que la durabilité environnementale dans le cadre de l'utilisation des terres, y compris en intégrant cette problématique dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement des systèmes alimentaires⁹.

Priorité 2.7: Renforcer l'aptitude de la FAO à développer son action technique et normative sur la pêche et l'aquaculture au moyen d'une restructuration des sous-comités du Comité des pêches ou de la création d'un nouveau sous-comité consacré à la gestion des pêches.

Priorité 2.8: Promouvoir la protection et la gestion rationnelle des ressources en eau douce en harmonisant et en mettant en commun les données sur l'eau et en fournissant des outils d'aide à la prise de décisions fondées sur des données probantes et des éléments scientifiques aux gestionnaires des bassins versants et aux usagers de l'eau.

Priorité 2.9: Promouvoir la protection et la gestion rationnelle de la santé des sols en harmonisant et en mettant en commun les données sur les sols et en fournissant des outils d'aide à la prise de décisions fondées sur des données probantes et des éléments scientifiques aux responsables de la conservation des sols et aux utilisateurs des terres.

⁹ Points forts de la FAO: diffusion plus large de matériel de vulgarisation destiné à attirer l'attention sur les questions environnementales dans le cadre de la mise en relation des exploitants agricoles avec les marchés.

Domaine d'action prioritaire 3: Résilience, notamment au moyen du commerce

Afin de renforcer au mieux la résilience face aux menaces persistantes et naissantes, la FAO doit se concentrer sur des mesures rapides, fondées sur des données factuelles, des éléments scientifiques et l'analyse des risques, et mettre en évidence l'importance des chaînes d'approvisionnement mondiales et du commerce international.

***Priorité 3.1:** Promouvoir la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, en particulier au moyen de programmes agricoles tenant compte des enjeux nutritionnels, et la prévention des maladies d'origine alimentaire; accorder la priorité à la protection des consommateurs et aux pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires¹⁰.*

***Priorité 3.2:** Soutenir les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, qui servent de plateforme pour promouvoir la sécurité alimentaire en accroissant l'investissement dans l'agriculture et d'autres systèmes de production alimentaire¹¹.*

***Priorité 3.3:** Intensifier les activités de renforcement des capacités dans les secteurs de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'aquaculture dans un certain nombre de pays, en particulier les pays les moins avancés, afin de leur permettre de se doter des compétences et infrastructures commerciales nécessaires pour appliquer les accords de l'Organisation mondiale du commerce et en bénéficier et pour développer leur échanges commerciaux¹².*

***Priorité 3.4:** Veiller à ce que le Secrétariat du Codex ait toujours des ressources suffisantes pour répondre aux besoins des programmes et bénéficie d'une direction et d'une gestion solides qui lui permettent de suivre les principes fondateurs du Codex Alimentarius; faire en sorte que le Programme d'avis scientifiques du Codex soit conforme aux priorités régionales; soutenir le Programme mixte FAO/OMS d'avis scientifiques grâce à un financement accru et stable dans les limites des ressources disponibles et à l'application d'innovations au sein de la FAO en ce qui*

¹⁰ Point fort de la FAO: mise au point de boîtes à outils.

Points faibles: la région Amérique du Nord soutient que, si la sécurité sanitaire des aliments, la nutrition et la sécurité alimentaire sont des sujets importants, il convient toutefois de les examiner attentivement à la lumière des cadres de décision internationaux existants. Les liens qui existent entre ces sujets ne doivent pas porter atteinte au respect des obligations internationales existantes et ne doivent pas servir à saper les évaluations scientifiques de la sécurité sanitaire des aliments. Améliorations nécessaires: assurer une diffusion à plus grande échelle des boîtes à outils; mettre davantage l'accent sur la prévention des maladies d'origine alimentaire et leurs conséquences sur les chaînes de valeur.

¹¹Points forts de la FAO: organisation de manifestations multipartites consacrées à l'évaluation des capacités; élaboration d'un programme-cadre et, parallèlement, d'un guide en collaboration avec l'OCDE.

Améliorations nécessaires: évaluer les effets des évaluations des capacités et effectuer le suivi de la mise en œuvre dans les pays.

¹² Points forts de la FAO: utilisation accrue des produits d'information sur les marchés de la FAO, tels que le Système d'information sur les marchés agricoles; intensification des activités de formation sur les mécanismes d'analyse des risques; intensification des activités de renforcement des capacités commerciales.

concerne les politiques relatives à l'acceptation de fonds provenant de sources non gouvernementales¹³.

Priorité 3.5: Promouvoir la collecte et l'échange de données sur la sécurité sanitaire des aliments, la santé des végétaux et la santé des animaux, y compris celle des poissons, et mettre en place des systèmes de prévision et d'alerte précoce en matière d'insécurité alimentaire pour les outils d'aide à la décision dans les secteurs de l'agriculture terrestre, des forêts et de la pêche et de l'aquaculture¹⁴.

Priorité 3.6: Donner la priorité à une réponse mondiale face à la menace que représente la légionnaire d'automne, ainsi que d'autres apparitions de foyers d'organismes nuisibles, et continuer de faciliter la collaboration avec les États Membres¹⁵.

Priorité 3.7: Donner la priorité à la lutte mondiale contre le criquet pèlerin, en particulier au Proche-Orient, en Asie et en Afrique, pour maîtriser les infestations et limiter les pertes de récoltes. Recourir aux nouvelles technologies numériques et institutionnaliser les connaissances relatives aux nouvelles menaces.

Priorité 3.8: Renforcer le Système de prévention des crises (EMPRES) et le Système mondial d'alerte précoce et de réponse pour les principales maladies animales y compris des zoonoses (GLEWS), et veiller à ce que le Centre de gestion des urgences de santé animale soit une structure viable et efficace, qui permette d'intervenir rapidement face aux épizooties transfrontières¹⁶.

Priorité 3.9: Agir pour faire face et s'adapter aux effets de l'évolution de l'environnement marin sur les stocks de poissons, les pêches et la gouvernance de la gestion des pêches, y compris en élaborant des directives précises sur l'adaptation des plans d'aménagement des pêcheries afin de gagner en souplesse et en réactivité face aux changements environnementaux et écosystémiques imprévus.

¹³ Améliorations nécessaires: soutenir le Programme d'avis scientifiques par un financement accru et stable dans les limites des ressources disponibles; continuer d'encourager le recours à des contributions sans affectation provenant du secteur privé et d'autres sources pour financer les activités de ce programme.

¹⁴ Points forts de la FAO: collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales pour mettre au point des systèmes d'information visant à aider les responsables politiques à surveiller plus efficacement la sécurité sanitaire des aliments et l'insécurité alimentaire; mise en place d'un indice de vulnérabilité pour compléter l'analyse des systèmes d'alerte précoce.

Amélioration nécessaire: élaborer des systèmes de mesure pour évaluer l'utilisation et l'efficacité des systèmes d'information et des indices.

¹⁵ Point fort de la FAO: mise en œuvre du plan effectuée.

Améliorations nécessaires: trouver des financements supplémentaires; étayer davantage les recommandations et l'approche proposées avec des éléments scientifiques.

¹⁶ Points forts de la FAO: publication de rapports trimestriels recensant les risques majeurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire; intégration des nouvelles technologies, comme l'illustre le lancement de systèmes de surveillance accessibles sous la forme d'applications mobiles.

Amélioration nécessaire: recourir davantage aux nouvelles technologies, en fonction du contexte local, afin de mieux communiquer les informations sur les nouvelles menaces aux décideurs concernés.

Priorité 3.10: Continuer de donner la priorité à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), y compris aux efforts consentis pour mettre en œuvre les instruments pertinents en la matière, notamment l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et le Fichier mondial des navires de pêche, et participer au renforcement des capacités par l'intermédiaire du programme-cadre de la FAO sur les mesures du ressort de l'État du port et les instruments internationaux connexes de lutte contre la pêche INDNR.

Domaine d'action prioritaire 4: Approche tenant compte de la problématique femmes-hommes

Pour être aussi efficace que possible, la FAO doit systématiquement tenir compte de la problématique femmes-hommes, notamment en ce qui concerne les normes sociales, les attitudes, les comportements et les systèmes sociaux sous-jacents qui perpétuent les inégalités entre les sexes, et s'employer davantage à mobiliser les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

Priorité 4.1: Fournir des données ventilées par sexe et des informations, des évaluations et des analyses sexospécifiques destinées à lutter contre la faim et à réduire la malnutrition¹⁷.

Priorité 4.2: Renforcer les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles en s'attaquant aux obstacles liés au sexe auxquels elles se heurtent pour accéder aux ressources productives et aux services sociaux ainsi qu'à des emplois agricoles ou non agricoles décents; pour participer, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux prises de décisions dans leur foyer, leur communauté et au sein des institutions locales; et pour exercer leurs droits fondamentaux et promouvoir l'égalité d'accès aux terres et à la propriété foncière¹⁸.

Priorité 4.3: Renforcer les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en améliorant l'accès des femmes aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture et en leur donnant les mêmes chances dans ces secteurs au moyen de politiques favorables aux femmes, en prenant des mesures efficaces de lutte contre la discrimination et le harcèlement sur le lieu de travail, en favorisant l'accès des femmes à l'éducation, aux ressources et aux débouchés, et en luttant contre les inégalités systémiques entre les sexes qui pénalisent les femmes¹⁹.

¹⁷ Point fort de la FAO: progrès accomplis en ce qui concerne les évaluations sexospécifiques, comme les profils de pays en matière d'égalité des sexes.

¹⁸ Point fort de la FAO: amélioration de l'accès des commerçantes aux informations relatives aux protocoles et aux réglementations.

Amélioration nécessaire: collaborer avec les gouvernements pour rendre les informations relatives aux protocoles et aux réglementations plus accessibles aux femmes rurales.

¹⁹Point fort de la FAO: facilitation des discussions multipartites par l'intermédiaire du Dialogue de Vigo.

Améliorations nécessaires: renforcer la collaboration avec les organisations internationales; accroître les échanges avec les travailleurs du secteur de la pêche et des produits comestibles de la mer, en particulier les travailleuses, pour informer sur les instruments internationaux portant sur la pêche et le travail.

Priorité 4.4: Continuer de concentrer les efforts sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Accorder un degré de priorité élevé à la recherche; promouvoir l'information et le plaidoyer sur les pratiques optimales; et aider les gouvernements à adopter des politiques et des lois sur les régimes fonciers et la gouvernance, en particulier en faveur de l'amélioration de l'accès des femmes à la propriété foncière²⁰.

Priorité 4.5: Apporter une assistance technique et une aide sur les politiques dans certains pays, particulièrement les moins développés, afin d'y développer les connaissances et les compétences nécessaires pour maximiser l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés, et pour faire face aux obstacles spécifiques que rencontrent les femmes qui sont petits exploitants agricoles²¹.

Priorité 4.6: Encourager l'adoption de politiques appuyant et reconnaissant les contributions des forêts, de la pêche artisanale et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois et de revenu, continuer de promouvoir l'accès des forestiers, des artisans pêcheurs et des aquaculteurs aux marchés locaux, nationaux et internationaux, en garantissant le commerce équitable et non discriminatoire des produits forestiers et des produits de la pêche artisanale et de l'aquaculture, et continuer de mettre en œuvre les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale.

Domaine d'action prioritaire 5: Tirer parti des partenariats

Pour relever les défis mondiaux et faire face aux nouvelles menaces, la FAO doit optimiser son avantage comparatif en mettant à profit ses partenariats avec le secteur privé, la société civile, les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organisations internationales.

Priorité 5.1: Collaborer avec d'autres organisations internationales afin de s'attaquer aux inégalités liées au sexe, aux inégalités sociales et aux inégalités en matière d'emploi dans les secteurs de l'aquaculture et des produits comestibles de la mer²².

²⁰Points forts de la FAO: meilleure prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le cadre de la mise en œuvre des Directives volontaires; élaboration d'un guide sur l'amélioration de l'égalité des sexes dans les questions territoriales (IGETI).

Améliorations nécessaires: étendre les programmes éducatifs visant à aider les gouvernements à adopter des lois sur les régimes fonciers et la gouvernance qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, et en mettre d'autres en œuvre.

²¹Points forts de la FAO: renforcement ciblé des capacités en ce qui concerne les obstacles d'ordre sexospécifique freinant les échanges commerciaux transfrontaliers; amélioration de l'accès des commerçantes à l'équipement et aux informations; publication et diffusion d'un cadre conceptuel et de directives de mise en œuvre à l'appui des interventions dans la chaîne de valeur.

Améliorations nécessaires: renforcer la sensibilisation auprès de certains pays; évaluer les effets du renforcement des capacités et analyser l'adoption des directives.

²² Point fort de la FAO: facilitation des discussions multipartites par l'intermédiaire du Dialogue de Vigo.

Priorité 5.2: Collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome en rassemblant les principaux acteurs de l'aide alimentaire et de la nutrition afin de continuer d'améliorer les interventions alimentaires dans les situations de crise humanitaire, notamment au moyen d'approches fondées sur la résilience visant à prévenir et à contrer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle prolongée²³.

Priorité 5.3: Veiller à ce que la participation de la FAO au Sommet sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en 2021, aille dans le sens des priorités en matière de sécurité alimentaire s'agissant du commerce et de la croissance économique inclusive fondée sur l'agriculture, du renforcement de la résilience et de la promotion de diverses approches relatives aux systèmes alimentaires, notamment en ce qui concerne les secteurs des forêts, de la pêche et de l'aquaculture.

Priorité 5.4: Veiller à ce que la réforme du système des Nations Unies pour le développement permette des gains d'efficacité et élimine les chevauchements de mandats afin de rendre les organisations du système des Nations Unies plus efficaces et plus souples lorsqu'il s'agit de faire face à des crises mondiales.

Priorité 5.5: Encourager la FAO à mobiliser le secteur privé et la société civile dans le cadre d'approches novatrices leur permettant de contribuer aux interventions alimentaires dans les situations de crise humanitaire, notamment dans le cadre d'approches fondées sur la résilience visant à prévenir et à contrer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle prolongée²⁴.

Améliorations nécessaires: renforcer la collaboration avec les organisations internationales; accroître les échanges avec les travailleurs du secteur de la pêche et des produits comestibles de la mer, en particulier les travailleuses, pour informer sur les instruments internationaux portant sur la pêche et le travail.

²³ Point fort de la FAO: collaboration renforcée entre les organismes ayant leur siège à Rome, notamment grâce à l'organisation de réunions conjointes et de la première visite de terrain conjointe.

Améliorations nécessaires: continuer de promouvoir et de faire appliquer les pratiques optimales et d'assurer une bonne coordination dans le cadre des interventions humanitaires afin de favoriser la résilience et le développement.

²⁴ La crise liée à la pandémie de covid-19 appelle une mobilisation de la société tout entière pour faire face et se redresser.

Annexe D – Résumé des réunions préparatoires

La FAO et l'innovation: nouvelle priorité accordée à l'innovation, réflexion sur la biotechnologie

Bureau de l'innovation et poste de Scientifique en chef

1. La Directrice générale adjointe, M^{me} Bechdol, a fait le point sur les activités de la FAO en matière d'innovation et a fait part de la nomination, par le Directeur général de l'Organisation, de M^{me} Ismahane Elouafi au poste de Scientifique en chef, chargée de la supervision du Bureau de l'innovation nouvellement créé.

Débat sur l'innovation comme moyen d'accroître la productivité, la durabilité environnementale, l'accès aux aliments et l'efficacité des systèmes alimentaires.

2. Ouvrant le débat sur l'innovation, l'Économiste en chef, M. Torero, a mis l'accent sur la nécessité que la FAO fasse une place à l'innovation à tous les niveaux et sous toutes ses formes, notamment pour ce qui touche aux données, aux technologies, à la gouvernance et aux processus.
3. M. Jingyuan Xia, Directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO, a présenté les travaux de l'Organisation en matière de biotechnologie. Il a fait remarquer l'augmentation de la productivité des cultures par surface cultivée grâce aux innovations biotechnologiques et a exposé la contribution de la FAO aux travaux d'élaboration de normes de la CIPV et du Codex Alimentarius.
4. M. Chike Mba, membre de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO, a mis l'accent sur le rôle des technologies dans la sécurité alimentaire et sur le rôle des agriculteurs en vue de parvenir à un consensus sur l'utilisation des biotechnologies.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

5. Les participants à la Conférence régionale ont pris bonne note de la nomination de la nouvelle Scientifique en chef de la FAO et a exprimé son intérêt à poursuivre la collaboration en matière d'innovation. Les délégués ont dit vouloir mieux comprendre les modalités de l'interaction entre la Scientifique en chef et les autres experts et organes existants. La FAO a indiqué que le rôle de la Scientifique en chef était encore en cours de définition. Les participants ont ensuite cherché à s'assurer que la biotechnologie trouverait sa place dans l'approche de la FAO pour la promotion de la transformation des systèmes alimentaires et se sont interrogés sur le regard que portait l'Organisation sur l'agroécologie dans ce contexte. Ils ont clairement fait entendre que la région attendait de la FAO qu'elle mène des activités normatives basées sur des données scientifiques, et non qu'elle porte des jugements de valeur sur des outils et des systèmes.

6. M. Jamie Morrison, Directeur de la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de la FAO, a répondu en soulignant que la question de l'agroécologie était propre à chaque environnement et qu'elle visait non seulement une hausse de la productivité, mais aussi des objectifs sur le plan social et en matière de développement. Il a ajouté que la FAO s'en tenait à fournir des données probantes et des outils aux parties prenantes afin que celles-ci décident de l'approche à adopter. L'Économiste en chef, M. Torero, a ensuite expliqué que la mission de la FAO consistait à fournir des informations fiables, objectives et fondées sur des éléments scientifiques et des données, concernant les contraintes et compromis qu'entraîne l'adoption de diverses approches et innovations, en tenant compte des trois piliers de la durabilité, dans l'objectif de faciliter la prise de décision par les États Membres.

Commerce agroalimentaire et sécurité alimentaire mondiale

La FAO et les activités relatives au commerce et aux ODD

7. M. Georgios Mermigkas, membre de la Division des marchés et du commerce de la FAO, a donné un aperçu d'un nouveau rapport de l'Organisation publié sous le titre *Commerce et objectif de développement durable 2: choix politiques possibles et arbitrages nécessaires*. Il a aussi présenté les quatre grands domaines des activités de la FAO relatives au commerce: 1) renforcement de la base de connaissances; 2) promotion des recommandations sur les politiques; 3) analyse et surveillance des marchés, 4) suivi des indicateurs relatifs aux ODD.

La FAO et les travaux en cours/futurs pouvant améliorer la compréhension de questions commerciales, comme les incidences possibles des obstacles au commerce sur les échanges commerciaux entre les pays à revenu faible et intermédiaire

8. M. Boubaker Ben Belhassen, Directeur de la Division des marchés et du commerce de la FAO, a présenté la façon dont l'Organisation envisageait le commerce, à savoir: «des marchés et des échanges de produits alimentaires et agricoles qui soient transparents et efficaces pour assurer la sécurité alimentaire partout dans le monde.» Il a en outre affirmé que la FAO élaborait un protocole d'accord avec l'OMC en la matière et que celui-ci pourrait être signé début 2021.

Stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments

9. M. Morisson a présenté la stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments, laquelle a par la suite été approuvée par le Comité de l'agriculture de la FAO.

Activités dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens, notamment le nouveau plan d'action en la matière

10. M^{me} Junxia Song, fonctionnaire principale de la FAO chargée de la santé animale, a fait le point sur l'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens (2016-2020), lequel repose sur quatre piliers: information, surveillance, gouvernance et bonnes pratiques. En outre, elle a présenté la proposition relative au nouveau

Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens (2021-2025), qui comprend de nouveaux objectifs, une chaîne de résultats et des indicateurs de résultats.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

11. Les participants à la Conférence régionale ont souligné l'importance d'un commerce libre et prévisible, des activités de la FAO relatives aux normes internationales, ainsi que des produits axés sur les connaissances et des orientations de la FAO en matière de politiques, fondées sur des données scientifiques et sur des éléments probants, en ce qui a trait aux questions commerciales. À cet égard, des préoccupations ont été exprimées face à la multiplication d'obstacles non tarifaires injustifiés et de mesures non conformes aux règles commerciales internationales.
12. Les participants ont fait remarquer qu'il était souvent difficile de discuter des questions commerciales dans le cadre de la FAO, en dehors du Comité des produits, et ont indiqué que, même si les règles commerciales multilatérales étaient négociées au sein de l'OMC, il était néanmoins essentiel que les débats dans le cadre de la FAO s'appuient sur les règles commerciales mondiales applicables et concordent avec celles-ci.
13. Les participants à la Conférence régionale ont encouragé la poursuite du partenariat avec l'OMC et dit souhaiter que des efforts soient faits pour élargir les débats sur les questions commerciales aux autres domaines de travail de la FAO. En outre, les représentants de la région Amérique du Nord ont reconnu le lien qui existe entre la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire, et ont encouragé la collaboration avec d'autres organismes. Ils ont indiqué que la FAO devrait axer ses travaux sur les problèmes qui représentent un risque pour la santé publique en ce qui a trait à l'utilisation de médicaments antimicrobiens comme activateurs de croissance.
14. M. Morrison et M^{me} Song ont pris acte de l'appel à une plus grande collaboration et ont présenté les domaines d'engagement actuel.

Soutien de la FAO aux travaux techniques et scientifiques

Le Codex (y compris le financement) et le Programme d'avis scientifiques du Codex

15. M. Tom Heilandt, Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, a reconnu que la pandémie de covid-19 avait de lourdes conséquences sur les réunions et les activités relatives aux travaux techniques. Il a informé les participants à la Conférence régionale que le Codex avait dû s'adapter à la situation et qu'il travaillait désormais à l'aide de groupes de travail électroniques et d'outils en ligne, et qu'il siégeait notamment en commission virtuelle. En outre, M. Heilandt a présenté la situation budgétaire du Codex.

Convention internationale pour la protection des végétaux

16. M. Xia, Directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes, a mis en lumière les progrès accomplis en vue de la mise en œuvre du cadre stratégique de la CIPV (2020-2030), lequel place la facilitation du commerce au rang de priorité. Il a souligné l'importance de l'Année internationale de la santé des végétaux et il a pris acte de la proposition connexe d'instaurer une Journée internationale de la santé des végétaux. En outre, il a présenté les trois activités principales de la CIPV: 1) élaboration de normes, 2) mise en œuvre des normes et 3) communication et partenariat.
17. M. Avetik Nersisyan, membre de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO, a insisté sur l'importance du renforcement des capacités et sur la nécessité de coopérer avec les États Membres à cet égard, compte tenu des ressources limitées de la CIPV, et il a attiré l'attention sur l'évaluation de la capacité phytosanitaire qui permet d'évaluer les capacités des pays.

Point de la FAO sur les autres travaux techniques et scientifiques

18. M. Marcus Lipp, fonctionnaire principal chargé de la sécurité sanitaire des aliments au sein de la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de la FAO, a présenté les travaux consultatifs d'ordre technique et scientifique menés par l'Organisation qui se sont poursuivis à distance pendant la pandémie de covid-19.

TIRPAA (Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture)

19. M. Kent Nnadozie, Secrétaire du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA), a présenté les résultats des travaux intersessions réalisés par l'organe directeur du Traité, notamment des négociations sur un ensemble de mesures visant à renforcer le fonctionnement du système ainsi qu'un amendement visant à élargir le champ d'application du Traité. Le premier programme de travail pluriannuel et une stratégie de mise en œuvre pour la période 2020-2025 ont notamment été adoptés.

Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA)

20. M. Eduardo Mansur, Directeur du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement de la FAO, a donné un aperçu de l'ensemble des activités menées dans le domaine des ressources génétiques, notamment les résultats de la dix-septième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) qui s'est tenue en février 2020. En outre, il a fait le point sur l'état d'avancement des travaux sur les ressources génétiques aquatiques, dont un plan d'action mondial toujours en cours d'élaboration.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

21. Les participants à la Conférence régionale ont réaffirmé l'importance d'élaborer des orientations fondées sur des données scientifiques, sur des éléments probants et sur les principes de l'analyse des risques afin de maintenir le bon fonctionnement du système commercial international. Ils se sont clairement opposés à l'idée selon laquelle il pourrait être jugé convenable que la réglementation relative à l'exportation et à l'importation soit basée sur des éléments autres que des données scientifiques probantes.
22. En outre, les délégués ont insisté sur l'importance du financement durable des organismes internationaux de normalisation et ont demandé si l'Organisation jugeait les ressources suffisantes pour mener à bien les mandats du Codex Alimentarius et de la CIPV.
23. Le Canada et les États-Unis se sont inquiétés du retard accumulé concernant les avis scientifiques du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires et concernant la liste des substances à évaluer en priorité par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides, dressée par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides.
24. Les participants à la Conférence régionale ont demandé des informations sur l'état d'avancement du processus de nomination au poste de Secrétaire de la CIPV ainsi que la confirmation que celui-ci resterait un poste à l'échelon D-1, faisant remarquer l'importance d'une direction cohérente et disposant de pouvoirs d'action. Ils ont également souhaité recevoir des informations supplémentaires concernant les changements organisationnels apportés au Siège de la FAO, et ont demandé si les Membres seraient sollicités dans le cas où une réaffectation nécessaire des ressources serait envisagée.
25. Les délégués ont pris acte des difficultés d'ordre opérationnel liées à la pandémie et ont demandé si la FAO songeait à aider davantage les organismes internationaux de normalisation à s'acquitter de leurs mandats.
26. M^{me} Semedo, Directrice générale adjointe, a indiqué que les ressources fournies par la FAO et par les États Membres avaient contribué à réduire le retard accumulé concernant les avis scientifiques, tout en signalant les perturbations causées par la pandémie de covid-19. S'agissant de l'aide supplémentaire à l'intention des organismes internationaux de normalisation, M^{me} Semedo a indiqué que la FAO disposait de ressources suffisantes pour mener à bien ses activités, en dépit de la baisse des contributions de l'OMS.
27. M^{me} Bechdol, Directrice générale adjointe, a ajouté que plusieurs postes, dont des postes de direction, étaient vacants au sein de l'Organisation. La FAO s'est dite ouverte à toute contribution en vue de la sélection de candidats. Sur le plan hiérarchique, M^{me} Bechdol a indiqué que le Secrétariat de la CIPV était placé sous son autorité, en tant que Directrice générale adjointe. En outre, elle a ajouté que la FAO s'efforcerait de maintenir le poste de Secrétaire de la CIPV à l'échelon D-1.

La FAO et les partenariats: ouverture des horizons

Point de la FAO sur les programmes de partenariat, y compris les stratégies relatives au secteur privé et à la société civile

28. M^{me} Bechdol a exposé les travaux en cours concernant l'élaboration d'une stratégie de collaboration avec le secteur privé qui sera présentée au Comité financier et au Comité du Programme en novembre 2020, puis au Conseil de la FAO en décembre 2020. Elle a aussi indiqué que la stratégie, qui a fait l'objet de consultations auprès de tous les groupes régionaux, cadrerait avec les efforts visant à la réalisation des objectifs de développement durable.
29. M. Alexander Livingston Jones, Directeur de la Division de la mobilisation de ressources et des partenariats avec le secteur privé de la FAO, a principalement abordé la question des partenariats en lien avec l'innovation, les technologies et les ressources, faisant remarquer que la FAO pourrait se concentrer sur un plus petit nombre d'engagements. Il a aussi donné plusieurs exemples de partenariats avec le secteur privé, ajoutant que la FAO aspirait à une représentation géographique plus variée et plus large dans les collaborations à venir.
30. M^{me} Marcela Villarreal, Directrice de la Division des partenariats et de la collaboration au sein du système des Nations Unies de la FAO, a présenté sa nouvelle unité qui coordonnera la collaboration avec tous les acteurs non étatiques, hors secteur privé. Elle a expliqué que la mise en œuvre de la nouvelle vision pour l'établissement de partenariats permettait à la FAO de s'éloigner des engagements ponctuels au profit d'engagements pouvant être reproduits.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

31. Les participants à la Conférence régionale ont salué les importants progrès accomplis ainsi que l'approche adoptée pour l'élaboration d'une stratégie plus moderne pour la collaboration avec le secteur privé. Ils ont encouragé la FAO à continuer d'élargir les possibilités de partenariat, en particulier les relations qui ne sont pas basées sur des transactions, comme le transfert de connaissances, la mise en place d'outils agricoles innovants et la rationalisation des essais technologiques.
32. Les délégués ont reconnu l'importance de la mobilisation du secteur privé en vue de la réalisation des ODD et ont indiqué que, si l'engagement de la FAO pouvait être amélioré, il était néanmoins sur la bonne voie. Ils ont aussi insisté sur l'importance de la collaboration avec les petites et moyennes entreprises.
33. Les participants à la Conférence régionale ont demandé des informations supplémentaires sur le Groupe consultatif pour le secteur privé, l'affectation de ressources pour la Division de la mobilisation de ressources et des partenariats avec le secteur privé, ainsi que sur les liens entre la mobilisation de ressources, les partenariats et le secteur de l'investissement.
34. M^{me} Bechdol a expliqué que le Groupe consultatif pour le secteur privé ferait l'objet de consultations régionales qui se poursuivraient dans le courant de 2020. Elle a également

expliqué que le but de ce groupe était de débattre de façon informelle de la mise en œuvre et de l'application de la stratégie. L'importance d'éviter les conflits d'intérêts et de protéger la réputation de la FAO dans le cadre des relations nouées avec des partenaires a aussi été soulignée.

35. M. Livingston Jones a ajouté que le secteur de l'investissement ne jouait pas le rôle d'un partenaire, mais plutôt celui de fournisseur principal de financements, permettant une meilleure évaluation des risques. Il a aussi évoqué la possibilité de mobiliser des ressources supplémentaires en demandant aux États Membres de détacher temporairement des hauts fonctionnaires qui viendraient prêter un appui à l'Organisation.

FAO: Programme de travail sur les nouvelles menaces et les situations d'urgence

Point de la FAO sur les organismes nuisibles d'apparition récente et les situations d'urgence

36. M. Dominique Burgeon, Directeur du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO, a donné une présentation sur la collaboration de l'Organisation avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, mettant l'accent sur l'analyse des alertes rapides réalisée conjointement par la FAO et le PAM concernant les zones particulièrement sensibles à l'insécurité alimentaire aiguë, sur les mesures préventives et sur les activités opérationnelles en lien avec le Centre d'urgence pour les maladies animales transfrontières et le Réseau mondial contre les crises alimentaires. Il a aussi fait le point sur les urgences, notamment la situation relative au criquet pèlerin et l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

37. Les participants à la Conférence régionale ont salué les travaux essentiels réalisés par la FAO dans ce domaine et ont souligné la nécessité de collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, ainsi que l'importance de protéger les moyens d'existence, lesquels renforcent la résilience face aux crises d'insécurité alimentaire.
38. Les délégués ont insisté sur la gravité de la crise du criquet pèlerin, accentuée par la pandémie de covid-19. Ils ont encouragé la FAO à réagir plus rapidement à cette situation sur le plan technique, notamment grâce à l'utilisation de technologies telles que le système eLocust.
39. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à continuer de développer un avantage comparatif dans les situations post-conflit et dans la mise en œuvre à grande échelle d'approches innovantes et d'approches contribuant à transformer les relations entre hommes et femmes dans les interventions humanitaires en vue de la réalisation de l'ODD 2.
40. Les participants à la Conférence régionale ont demandé si la FAO avait lancé une analyse interne visant à évaluer les mesures qu'elle avait prises pour faire face à la pandémie de covid-19. En outre, ils ont accueilli avec satisfaction le plan d'action sur trois ans de la FAO

contre la chenille légionnaire d'automne, qui prévoit une approche de lutte basée sur des données probantes, et ont demandé des informations supplémentaires sur cette approche.

41. Les participants ont également demandé des informations supplémentaires sur la façon dont la FAO distingue sa valeur ajoutée de celle du Programme alimentaire mondial au sein du Réseau mondial contre les crises alimentaires.
42. M. Burgeon a répondu qu'il était conscient de l'importance de la collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, ainsi qu'avec les initiatives des Nations Unies dans le domaine des interventions humanitaires et du développement. Il a également reconnu le lien qui existe entre les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. S'agissant du Réseau mondial contre les crises alimentaires, M. Burgeon a noté l'importance de la documentation des sources de financement pour contribuer à ce qui constitue le cœur de la résilience. S'agissant des mesures prises pour faire face à la pandémie de covid-19, il a indiqué que la FAO s'efforçait de comprendre les dynamiques en jeu concernant l'insécurité alimentaire. M. Burgeon a aussi signalé que la pandémie de covid-19 était un facteur d'insécurité alimentaire aiguë parmi de nombreux autres.

Action de la FAO dans le domaine de l'inclusion

Intégration des considérations relatives à l'égalité hommes-femmes

43. M. Benjamin Davis, Directeur de la Division de la transformation rurale inclusive et de la parité hommes-femmes de la FAO, a présenté les activités de l'Organisation en matière d'intégration des considérations relatives à l'égalité hommes-femmes, notamment les travaux de révision de la Politique relative à l'égalité des sexes et d'élaboration d'un plan d'action pour l'égalité des sexes, mais aussi les activités entreprises dans le domaine des partenariats, du renforcement des capacités, de la production et de la diffusion de données probantes. Il a également fourni des explications sur les actions de la FAO en matière de lutte contre le covid-19 et d'atténuation de ses effets, qui incluent la production de données ventilées par sexe et par âge et la sensibilisation aux violences sexistes liées à la covid-19.

Mobilisation des jeunes

44. M. Davis a présenté les actions menées en matière de mobilisation des jeunes pour promouvoir la croissance et la dynamique du secteur. Les principales stratégies visent à faire des jeunes hommes et femmes des acteurs de la transformation rurale inclusive et à faire entendre leur voix, y compris par des réseaux de jeunes et par l'autonomisation des chefs de file de la jeunesse. Pour faire face à la pandémie de covid-19, les projets en cours ont été adaptés, notamment pour améliorer la sensibilisation aux répercussions de la pandémie sur les jeunes et sur les enfants.

Peuples autochtones

45. M^{me} Marcela Villarreal, Directrice de la Division des partenariats et de la collaboration au sein du système des Nations Unies de la FAO, a présenté l'action de la FAO en faveur des peuples autochtones, y compris la création en 2019 d'une unité qui leur est consacrée et les travaux qui sont en cours en vue d'établir un plan d'action. Les prochaines priorités porteront notamment sur le consentement libre, préalable et éclairé, les systèmes alimentaires autochtones, les données et le changement climatique. Elle a ensuite mis l'accent sur le rôle des peuples autochtones dans la réalisation des ODD. Elle a fait remarquer leur vulnérabilité et le manque de reconnaissance de leurs droits dans le contexte de la sécurité alimentaire.
46. M. Yon Fernandez-de-Larrinoa, qui travaille au sein de la Division des partenariats et de la collaboration au sein du système des Nations Unies de la FAO, a poursuivi en mettant l'accent sur l'action de la FAO concernant la plateforme mondiale sur les systèmes alimentaires autochtones, qui inclut la fourniture de biens et de services publics, notamment sur les plans des connaissances et de la coordination. Il a également fait mention de la création d'établissements scolaires régionaux pour les femmes autochtones.

Bureau des PEID, des PMA et des PDSL

47. M^{me} Angélica Jacôme, Directrice du Bureau des petits États insulaires en développement (PEID), des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement sans littoral (PDSL) de la FAO, a présenté les principales fonctions du bureau, à savoir l'établissement de bilans, la mobilisation et les consultations. Elle a expliqué plus en détail certaines activités telles que les actions de proximité dans le cadre de processus intergouvernementaux et d'opérations de sensibilisation. Elle a également souligné l'importance de l'initiative Main dans la main pour ces pays.

Réforme du système des Nations Unies pour le développement: progrès et obstacles

48. M. Michael Clark, Coordinateur principal de l'unité chargée de la gouvernance et de l'appui aux politiques, a présenté les travaux en cours liés aux réformes du système des Nations Unies dans le contexte de la réalisation du Programme 2030 aux niveaux national, régional et mondial. Il a également fourni des explications sur les difficultés liées aux réformes, y compris concernant le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement conformément aux deux approches suivantes: 1) l'initiative «Unité d'action des Nations Unies» et 2) le rôle moteur du système des Nations Unies dans l'action collective. Il a également souligné la contribution de la FAO au titre du Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

49. Les participants à la Conférence régionale ont reconnu que l'action de la FAO dans les domaines de l'égalité hommes-femmes, des jeunes et des peuples autochtones concordait avec les priorités de la région, notamment dans le contexte de la réalisation des ODD. Ils ont souligné que la mobilisation des jeunes ruraux représentait un domaine d'action utile de la

part de la FAO et ont demandé de nouvelles informations sur les collaborations de la FAO avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. Ils ont également demandé des informations sur les mesures prises par la FAO en réponse au rapport de l'Inspecteur général de l'Organisation concernant l'absence de mécanisme permettant de recevoir et de traiter les plaintes relatives aux normes de la FAO. Au sujet de la tenue prochaine du Sommet sur les systèmes alimentaires, il a été demandé à la FAO dans quelle mesure l'accent serait mis sur les conflits avec les peuples autochtones concernant l'accès aux ressources.

50. Les participants à la Conférence régionale ont pris acte des difficultés posées par l'administration du Bureau des PEID, PMA et PDSL en raison de la nature transversale et multipartite de nombreuses questions. En ce sens, ils espèrent voir le Bureau pleinement intégré au sein de la FAO pour accroître son efficacité et éviter un chevauchement des activités, tout en soulignant l'importance de la transparence. Ils ont demandé quel pourcentage du travail de ce nouveau Bureau était consacré à l'initiative Main dans la main et comment ce travail était reçu par les Membres.
51. Les délégués ont pris acte du rôle des données, de la prise de décision fondée sur des éléments concrets et du recours aux partenariats dans les initiatives relevant de la réforme du système des Nations unies. Ils ont demandé davantage d'informations sur les liens entre ces efforts et ceux des autres organismes ayant leur siège à Rome et ont cherché à savoir si la FAO avait mis en évidence des gains d'efficacité liés au processus de réforme.
52. En réponse à ces questions, M. Davis a reconnu l'importance de l'autonomisation des femmes, de l'intersectionnalité, des données ventilées par sexe, du recrutement et de la représentation. Il a souligné qu'il fallait tenir compte des petites et moyennes entreprises dans le travail de partenariat de la FAO. Il a également souligné la collaboration étroite entre la FAO et les autres organismes sis à Rome ainsi que d'autres partenaires.
53. M^{me} Villarreal a reconnu l'importance cruciale des partenariats pour la réalisation du Programme 2030 et a fait remarquer l'absence de données spécifiques aux peuples autochtones, alors que celles-ci sont nécessaires pour élaborer des politiques fondées sur des éléments concrets.
54. M. Fernandez-de-Larrinoa a reconnu qu'il était nécessaire de réformer le mécanisme relatif aux doléances. Les nouveaux projets doivent à présent définir un mécanisme de doléance pour les peuples autochtones et les autres populations vulnérables. Il a fait mention de l'élaboration par la FAO d'une carte du monde intégrant les peuples autochtones reconnus.
55. M^{me} Jacôme a expliqué qu'elle dirigeait un bureau de coordination qui ne mettra pas en œuvre de programmes ni de projets. En ce sens, le Bureau ne travaillera pas sur l'Initiative Main dans la main, mais aura un rôle complémentaire, compte tenu des chevauchements au niveau des pays. Elle a également souligné qu'il était important de dresser des bilans systématiques.
56. M. Clark a présenté le processus de sélection de l'Initiative Main dans la main, en faisant remarquer son exposition aux incertitudes, telles que les crises locales.

57. M^{me} Bechdol a reconnu qu'il fallait engager un changement de culture pour confier plus de responsabilités aux femmes à la FAO. Elle a également mis l'accent sur la présence des femmes aux plus hautes fonctions de l'Organisation, comme en témoignent les postes occupés par les deux directrices générales adjointes, la Scientifique en chef, la Conseillère juridique et bien d'autres. Cela dit, il reste des progrès à accomplir dans l'ensemble de l'environnement de travail.

La FAO et la durabilité

Pêche

58. M^{me} Vera Agostini, Directrice adjointe de la Division des pêches de la FAO, a mis l'accent sur deux réalisations remarquables, à savoir le rapport sur *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* et le Colloque international de la FAO sur la gestion durable des pêches de 2019, et a également mentionné la Conférence mondiale sur l'aquaculture de 2020 et les Directives relatives au développement durable de l'aquaculture. Il a également été fait référence aux travaux en cours, tels que l'élaboration de la quatrième version de la Déclaration sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture, qui sera présentée à la trente-quatrième session du Comité des pêches en février 2021.

Forêts

59. M^{me} Mette Wilkie, Directrice de la Division des forêts de la FAO, a mis en avant les domaines thématiques prioritaires pour le Comité des forêts (COFO), tels que l'arrêt de la déforestation, les moyens d'existence liés aux forêts et l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Elle a indiqué que l'édition 2020 du rapport *Aller de l'avant* fera le point sur les principales réalisations de la Division des forêts. Elle a également exposé les priorités qui ont été proposées pour le plan 2022-2025, à savoir l'arrêt de la déforestation et de la dégradation des forêts (à l'appui du Programme ONU-REDD), la conservation et l'utilisation durable des ressources forestières et l'ambition de reconstruire en mieux dans le cadre de la lutte contre la covid-19.

Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030)

60. M^{me} Wilkie a présenté les travaux en cours visant à prévenir, enrayer et inverser la dégradation des écosystèmes dans le monde au titre de la résolution A/RES/73/284 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces travaux consistent à mener des consultations et à établir des partenariats pour développer la stratégie de cette décennie avec les gouvernements, le secteur privé, les ONG et les organismes des Nations Unies. M^{me} Wilkie a également mis l'accent sur la publication de documents, tels que le document sur la stratégie et l'identité visuelle qui a été publié en septembre 2020.

Partenariat mondial sur les sols

61. M. Ronald Vargas, Secrétaire du Partenariat mondial sur les sols de la FAO, a souligné qu'il était important de concentrer les efforts non pas seulement sur les sols comme outils de production de denrées alimentaires et de cultures saines, mais également sur les sols en tant que ressources contribuant aux services écosystémiques et à l'adaptation au changement climatique. Il a présenté les travaux en cours, notamment l'élaboration d'outils normatifs, la carte mondiale de la salinité, le Réseau mondial des laboratoires des sols et le programme mondial «Médecins des sols». Il a également fait mention de la publication prochaine du rapport sur l'état des connaissances relatives à la biodiversité des sols, prévue en décembre 2020, et de l'évaluation mondiale de la pollution des sols, prévue en février 2021.

Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage (LEAP)

62. M. Henning Steinfeld, Chef de la Sous-Division de la production et des ressources génétiques animales de la Division de la production et de la santé animales de la FAO, a présenté les travaux, y compris la production de documents d'orientation sur le Partenariat et l'établissement de la Communauté d'action «Élevage, climat et environnement». Il a également mis l'accent sur des travaux en cours, tels que les ateliers «Leap Talks» organisés avec les autorités nationales.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

63. Les participants à la Conférence régionale se sont félicités des efforts engagés pour élaborer la Déclaration sur les pêches et l'aquaculture, auxquels la région continue de contribuer. Ils ont salué la reconnaissance de l'importance de la résilience face au changement climatique pour la gestion durable des pêches. Les délégués ont demandé quelle serait l'incidence des changements structurels de la FAO sur les priorités d'action des divisions techniques. Des préoccupations ont été soulevées concernant la réduction de la capacité technique de la FAO dans le secteur des pêches.
64. Les participants à la Conférence régionale ont reconnu la contribution de la FAO au programme d'évaluation des recherches sur les forêts ainsi que son efficacité dans la collecte et l'analyse des données relatives aux ressources forestières. Ils ont souligné l'importance des sessions du Comité des forêts qui ont été organisées par la suite du 5 au 9 octobre. Les participants ont fait part de leurs préoccupations et de leur opposition à l'égard de la proposition tendant à ce que l'Évaluation des ressources forestières mondiales soit publiée plus fréquemment, en l'occurrence tous les deux ans au lieu de tous les cinq ans. Dans le contexte de la réorganisation de la FAO, les délégués ont demandé si la FAO veillerait à ce que la Division des forêts conserve toute son importance et à ce que des ressources suffisantes lui soient allouées.
65. Les participants à la Conférence régionale se sont dits favorables à l'élaboration d'un code de conduite sur la gestion des engrais. Ils ont insisté sur le fait qu'il fallait des comparaisons entre laboratoires pour harmoniser les procédures, les résultats et les recommandations ainsi qu'un système d'information interopérable. Il a été demandé de supprimer les barrières

internationales à l'échange d'échantillons de sols aux fins de recherche, tout en veillant à ce que soient mises en place des mesures préventives empêchant la dissémination d'organismes nuisibles et d'espèces envahissantes. Les participants ont demandé des informations supplémentaires sur ces deux aspects. Ils ont également demandé d'autres informations sur les répercussions juridiques et financières pour l'Assemblée plénière du Partenariat mondial sur les sols avant que toute autre mesure ne soit prise, ainsi que sur l'incidence que la proposition visant à faire de ce partenariat volontaire un organe officiel au sein de la structure de la FAO pourrait avoir sur le versement des contributions des Membres de la FAO.

66. En réponse, M^{me} Wilkie a expliqué que le changement de calendrier pour la présentation du rapport n'avait pas pour but de donner lieu à des évaluations complètes tous les deux ans, mais visait plutôt à permettre la communication de données actualisées sur des indicateurs spécifiques si de nouvelles informations étaient disponibles dans certains pays. Elle a également réaffirmé que les ressources humaines de la Division ne seraient pas touchées par les changements organisationnels.
67. M^{me} Agostini a ajouté qu'une nouvelle version de la Déclaration sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture serait examinée avec le Bureau du Comité des pêches en prévision de la session de février 2021. Sur le plan des changements organisationnels, elle a déclaré que la Division n'anticipait pas de changements pour le personnel du cadre organique, mais a mentionné que des réflexions étaient en cours concernant la structure dans l'optique d'une mise en œuvre efficace des priorités du Cadre stratégique de la FAO et des ODD.
68. M. Vargas a reconnu qu'il était nécessaire de procéder à une évaluation supplémentaire des répercussions juridiques et financières pour l'Organisation. Il a été également souligné que l'interopérabilité était l'un des objectifs du Partenariat mondial sur les sols, et les participants à la Conférence régionale se sont félicités de cette orientation, tout en faisant observer le fossé technologique qui existait entre les Membres.
69. M^{me} Semedo a expliqué que des réflexions sur la définition de nouvelles priorités seraient menées une fois le nouvel organigramme approuvé. Celles-ci devraient influencer sur le Cadre stratégique de la FAO et émaner des Membres dans le cadre des sessions du Comité des pêches, du Comité des forêts et du Comité de l'agriculture.

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Point sur les préparatifs et la participation au Sommet sur les systèmes alimentaires

70. M. Morrison, Directeur de la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments, a fait une présentation sur le prochain Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (2021), qui se tiendra, comme il a tenu à le souligner, dans le contexte de la Décennie d'action des Nations Unies en vue de la réalisation du Programme 2030. Il a mis en avant cinq objectifs, à savoir: l'accès de tous à une alimentation saine et nutritive; la stimulation d'une production respectueuse de la nature; la consommation durable; des moyens d'existence équitables; et le renforcement de la résilience face aux facteurs de

vulnérabilité. La FAO a souligné qu'elle soutenait les axes d'intervention grâce à ses connaissances dans les groupes techniques et scientifiques.

Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord

71. Les participants à la Conférence régionale ont souligné qu'il était nécessaire que le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 aborde toutes les approches axées sur les systèmes alimentaires, les innovations ciblées, la croissance de la productivité et de l'efficacité, l'ouverture des circuits commerciaux et l'amélioration de la nutrition. Les résultats du Sommet devront être fondés sur des éléments scientifiques et axés sur des actions concrètes. En ce sens, l'ensemble des outils et approches pertinents devraient être accessibles aux agriculteurs et à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux consommateurs. Les participants à la Conférence régionale ont également encouragé l'adoption d'une approche axée sur des systèmes alimentaires durables pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement s'agissant d'autonomiser les femmes, de renforcer la résilience face au changement climatique pour relever les défis environnementaux complexes, de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, de contribuer aux moyens d'existence et de soutenir la croissance économique inclusive dans les pays en développement.